

FAROUK K'SENTINI L'A RÉVÉLÉ HIER

Les interrogatoires de police seront filmés

Des caméras de surveillance seront installées à l'intérieur des commissariats de police, a indiqué, hier, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH), lors de son passage hier au forum du journal DK News. Une mesure que le conférencier a hautement saluée.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme, «c'est le directeur général de la Sûreté nationale, M. Abdelghani Hamel, qui m'a fait part de cette décision, lors d'un récent entretien que j'ai eu avec lui».

En évoquant cette question, M. Farouk K'sentini a répondu à l'épineuse question de la présence des avocats lors de l'audition des présumés accusés par la police judiciaire. «Je ne vois pas la nécessité de la présence de l'avocat devant les enquêteurs de la police judiciaire. Mais il y a une alternative à cette demande légitime. J'ai discuté récemment avec le directeur général de la Sûreté nationale et il m'a informé que la Direction générale de la Sûreté nationale compte installer prochainement des caméras de surveillance à l'intérieur des commissariats de police. Ainsi, tout sera filmé à l'intérieur des commissariats de police, soit depuis l'entrée de la personne concernée jusqu'à sa sortie du commissariat», a soutenu l'invité du forum du journal DK News.

Et pour appuyer ses propos, M. Farouk K'sentini cite le cas de l'Espagne, «où le gouvernement a pris la décision d'installer des

caméras à l'intérieur des commissariats de police, des brigades de gendarmerie et dans les tribunaux. A la fin de chaque étape, l'avocat dispose d'un CD, dans lequel tous les faits sont mentionnés».

Par ailleurs, l'autre point évoqué par l'avocat est celui relatif au procès de l'affaire Khalifa Bank. Selon M. Farouk K'sentini, «toutes les conditions pour un bon déroulement du procès ont été réunies. Si j'ai un commentaire à faire, je dirai que je plaide pour un verdict conforme à la loi. Je ne cherche ni la condamnation ni la relaxe. Mais je souhaite que le verdict qui sera prononcé dans cette affaire soit conforme et respectueux de la loi».

Questionné sur l'absence de certains ministres au procès, en leur qualité de témoins et actuellement en exercice, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme dira qu'en «terme de droit tout le monde est égal devant la loi. La présence d'un témoin au procès permet à toutes les parties concernées de lui poser la question pour faire éclater la vérité. Maintenant, il relève de la compétence du président du tribunal criminel, conformément à la loi, d'exiger la présence du témoin



Photo : Samir Sid

Des caméras seront installées à l'intérieur des commissariats.

en question à l'audience ou alors se contenter de son témoignage tel que contenu sur un P-V après

sa déposition devant le juge instructeur. Lors du procès de 2007, tous les ministres même ceux en

exercice ont répondu présents à la convocation qui leur a été adressée par le juge et ont ait état de leur témoignage», a expliqué celui qui était constitué dans cette affaire en 2007.

Le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme conclut son intervention en plaidant pour l'ouverture des représentations de sa structure au niveau de toutes les wilayas : «Toutes les demandes introduites auprès des responsables des wilayas n'ont connu aucune suite favorable.»

«Un seul wali nous a promis mais il n'a pas tenu ses engagements. La question des droits de l'Homme est une question nationale. Tout le monde est concerné», a-t-il affirmé.

A. B.

CONTRAIREMENT AUX ANNÉES PRÉCÉDENTES

Relative stabilité des prix des fruits et légumes en ce début de Ramadhan

S'il est vrai que les Algériens avaient l'habitude de vivre une hausse des prix de manière générale à l'approche du mois de Ramadhan, à présent, et contrairement aux années précédentes, les prix des fruits et légumes n'ont pas connu une grande inflation.

Globalement, les prix des principaux produits ont enregistré une relative stabilité. En effet, l'augmentation des prix de certains légumes, hier, soit au deuxième jour de Ramadhan, n'a pas dépassé les 20% selon l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

Une inflation «acceptable» d'autant que les Algériens, usés par des salaires en stagnation permanente et un pouvoir d'achat en perpétuelle dégradation, ont

connu de pires situations. Selon le porte-parole de l'UGCAA, Hadj Tahar Boulouar, cette stabilité relative des prix s'explique par diverses raisons. Il s'agit, selon ce dernier, par le fait que la quasi-totalité des marchandises sont des produits de saison.

«S'agissant des prix potentiellement stables de certains fruits et légumes vendus dans le détail, cette stagnation est due par le fait que les commerçants se sont préparés à la frénésie en s'approvi-

sionnant à l'avance et suffisamment», selon M. Boulouar.

Et de justifier plus loin que «le congé hebdomadaire des marchés de gros (jeudi et vendredi) qui a coïncidé avec le début du mois de Ramadhan», a été la principale cause de cette augmentation des prix.

A ce de propos, le porte-parole de l'UGCAA prévoit davantage de baisse des prix dans les jours à venir.

«La bonne coordination entre les marchés de gros et de détails figure également parmi les facteurs ayant contribué au maintien des prix», ajoute plus loin notre interlocuteur.

S. B.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE À CONSTANTINE

Lancement des labours-semailles sur fond de scepticisme

Le ministre de l'Agriculture, Kadi Abdelkader, a effectué hier une visite d'inspection dans plusieurs points de la wilaya pour donner le coup d'envoi de des labours-semailles.

A l'exploitation agricole Sahraoui Nouredine, située dans la commune d'Aïn Abid, le ministre a pu s'enquérir de visu d'une exploitation acquise sur fonds propres, d'une superficie de 200 hectares et qui englobe, pratiquement, tout ce qui se fait en la matière, entre cultures diverses, élevage d'ovins et de bovins en plus d'une étable consacrée à l'élevage équin.

Les chiffres avancés par le propriétaire ont laissé pantois le ministre qui a regretté de n'avoir pas ramené son fils pour apprécier tous ces chevaux de race, tant il fut émerveillé devant tant de réussite.

Dans une autre exploitation, celle des Djerbelou, le ton était plutôt à l'énervement puisque le ministre, las d'entendre les jérémiades du propriétaire qui ne cessait de demander des facilitations, finira par asséner : «Vous ne faites que demander des subventions, pour acheter l'animal, le lait, le fourrage, dans ce cas, restez chez vous.»

Le même traitement a été réservé aux responsables de l'institut technique des grandes cultures pour la partie élevage. En fait, les chiffres avancés étaient en deçà des capacités de l'établissement.

Menaçant, Kadi ne put s'empêcher de lancer : «C'est de la faïnéantise, si vous n'allez pas vous ressaisir, nous allons vous remplacer.»

Il est à noter que le ministre est arrivé le vendredi pour tenir une réunion nocturne au siège de la Wilaya après la rupture du jeûne avec les professionnels du secteur et selon son chargé de communi-

cation, les débats ont duré jusqu'à 00h ce qui a permis au ministre de s'informer directement auprès des professionnels et surtout de connaître leurs vrais soucis.

Au niveau de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), c'est la construction d'un silo d'une capacité de 50 000 tonnes qui doit être livré d'ici 2016 qui a suscité l'intérêt du ministre, ceci pour pallier le sérieux problème d'entreposage qui se pose d'ailleurs à l'ensemble du territoire national, et à l'instar de la wilaya de Constantine, il y aura douze autres silos de grandes capacités qui seront construits à l'horizon 2020.

Au niveau de la Laiterie Numédia, la gamme inchangée produite et commercialisée depuis des lustres n'a pas manqué de provoquer l'ire du ministre qui commentera la piètre qualité de l'emballage : «Personnellement, je n'achèterais pas ce produit, il est repoussant, faites un effort.»

N. Benouar

À L'INITIATIVE**DE TASSILI AIRLINES**

Des vols charters relieront Paris à Alger et Oran

La compagnie aérienne publique Tassili Airlines (TAL) a programmé des vols charters à destination de Paris (France) au départ d'Alger et d'Oran durant la saison estivale, a indiqué samedi la compagnie dans un communiqué.

S'étalant sur la période du 11 juillet au 28 octobre, ce programme comportera 64 rotations à destination de la capitale française à travers des vols aller-retour à raison de trois vols par semaine (Alger-Paris-Alger-Oran-Paris-Oran), précise la même source.

Ces vols sont «inscrits dans le cadre d'un programme d'exploitation contractualisé élaboré à la demande d'un tour-opérateur européen afin d'améliorer les conditions et la qualité de service notamment pour la communauté nationale à l'étranger, ajoute le communiqué de TAL. Par ailleurs, la compagnie annonce l'ouverture à partir du 10 juillet prochain d'une nouvelle desserte régulière Alger-Lyon en aller-retour à raison de deux vols par semaine : dimanche et vendredi.

Le prix du billet est fixé à partir de 29 500 dinars, indique-t-elle. En outre, la liaison régulière Alger-Marseille-Alger sera renforcée par un troisième vol tous les samedis et ce, dès le 11 juillet, ajoute la même source. TAL a deux liaisons régulières vers la France, il s'agit des lignes Alger-Marseille et Alger-Strasbourg.

A souligner que la réservation de tous les vols de la compagnie peut se faire également auprès des agences d'Air Algérie en vertu d'une convention signée récemment entre les deux compagnies.

TAL a été créée en 1998 dans le cadre d'une joint-venture entre Sonatrach et la compagnie Air Algérie, avant de devenir une filiale à 100% du groupe pétrolier algérien en 2005.

Avant de se lancer dans le transport domestique régulier grand public, la compagnie opérait, depuis sa création, dans le transport du personnel de Sonatrach puis dans des dessertes internationales destinées aux travailleurs de sociétés étrangères présentes en Algérie.

APS